



L'emploi chez Sanofi : notre avenir

Lors de la réunion NAO du 5 janvier 2012, à l'unanimité, les organisations syndicales du Groupe ont rappelé à la Direction que l'emploi est une priorité et que la précarité, la désindustrialisation, l'externalisation de la RetD et les licenciements ne peuvent plus durer dans un groupe où les chiffres scandaleux, tant le salaire de C Viehbacher que l'annonce de la redistribution des dividendes à hauteur de 50% pour les actionnaires, sont une honte.

L'ensemble des salariés ont été choqués des propositions salariales ridicules et partiales. Le niveau des augmentations collectives ne viendra même pas compenser l'inflation, et ne concernera pas tous les salariés : seront en particulier exclus les salariés de l'encadrement et nos collègues VRP. Nous vous demandons de revenir sur votre position.

Les 5 OS du groupe vous demandent dès aujourd'hui de prendre date pour négocier un accord visant à garantir un maintien de l'emploi et à régler le problème de la précarité permanente dans le groupe sanofi en France par la transformation de contrats précaires en CDI, et que le plan d'économie de 2 milliards d'euros annoncé soit immédiatement stoppé.

Il en va de la responsabilité sociétale de Sanofi. Le Groupe bénéficie de multiples aides de l'Etat : contrats précaires exonérés de charges, crédit d'impôt recherche, soutien de l'activité du groupe par les remboursements effectués par la sécurité sociale où nous cotisons tous... Tous ces éléments devraient conduire le Groupe à une exemplarité en matière de maintien de l'emploi à l'inverse des multiples plans successifs ayant provoqué la sortie de milliers de salariés en France.

Nous, Organisations Syndicales, avons le devoir de réagir fortement et immédiatement.

C'est pourquoi le contenu de votre réponse sera transmis à tous les salariés de sanofi en France, aux pouvoirs publics ainsi qu'à l'ensemble des responsables politiques nationaux.

Paris le 19 janvier 2012